

29% Overall Similarity

The combined total of all matches, including overlapping sources, for each database.

Filtered from the Report

- Bibliography
- Quoted Text

Top Sources

- 28%  Internet sources
- 7%  Publications
- 10%  Submitted works (Student Papers)

Integrity Flags

0 Integrity Flags for Review

No suspicious text manipulations found.

Our system's algorithms look deeply at a document for any inconsistencies that would set it apart from a normal submission. If we notice something strange, we flag it for you to review.

A Flag is not necessarily an indicator of a problem. However, we'd recommend you focus your attention there for further review.

Top Sources

28% Internet sources
7% Publications
10% Submitted works (Student Papers)

Top Sources

The sources with the highest number of matches within the submission. Overlapping sources will not be displayed.

1	Internet	
	congoguardian.com	8%
2	Internet	
	www.memoireonline.com	2%
3	Internet	
	ici.radio-canada.ca	2%
4	Internet	
	www.reveil-fm.com	1%
5	Internet	
	www.jeuneafrique.com	1%
6	Internet	
	tel.archives-ouvertes.fr	1%
7	Internet	
	hal-auf.archives-ouvertes.fr	<1%
8	Internet	
	www.faapa.info	<1%
9	Internet	
	www.publier-un-livre.com	<1%
10	Internet	
	www.un.org	<1%
11	Internet	
	tr-ex.me	<1%

12	Internet	reliefweb.int	<1%
13	Internet	www.afp.com	<1%
14	Internet	voyage.linternaute.com	<1%
15	Internet	agritrop-prod.cirad.fr	<1%
16	Internet	www.assemblee.bi	<1%
17	Internet	www.policycenter.ma	<1%
18	Internet	changementsclimatiques.gc.ca	<1%
19	Internet	crini.univ-nantes.fr	<1%
20	Internet	www.infobae.com	<1%
21	Internet	www.malicom.net	<1%
22	Submitted works	College of Europe on 2003-05-20	<1%
23	Publication	Grete Swensen, Vebjørn Egner Stafseng, Véronique K. Simon Nielsen. "Visionscap..."	<1%
24	Internet	congovision.com	<1%
25	Internet	journalducameroun.com	<1%

26	Internet	kleber-lobservateur.blogspot.com	<1%
27	Internet	www.aps.dz	<1%
28	Internet	www.hist.msu.ru	<1%
29	Internet	www.mali-flash.ml	<1%
30	Internet	www.scc.ca	<1%
31	Internet	www.yumpu.com	<1%
32	Submitted works	College of Europe on 2003-05-12	<1%
33	Publication	Wertz, Olivier. "Theoretical Studies of Gravitational Lensing Phenomena: The Cas..."	<1%
34	Internet	actualite-economique.lalibre.be	<1%
35	Internet	constellation.uqac.ca	<1%
36	Internet	docplayer.fr	<1%
37	Internet	es.scribd.com	<1%
38	Internet	hal.univ-antilles.fr	<1%
39	Internet	privilege.ledevoir.com	<1%

40	Internet	repository.un.org	<1%
41	Internet	www.ccfranco-arabe.com	<1%
42	Internet	www.mondialisation.ca	<1%
43	Internet	www.scielo.br	<1%
44	Internet	www.spiritains.qc.ca	<1%
45	Internet	www3.laurentian.ca	<1%
46	Submitted works	Babes-Bolyai University on 2023-08-07	<1%
47	Submitted works	Charles University on 2024-04-25	<1%
48	Publication	Rahman, A. K. M. Anisur. "Epidemiology of Brucellosis in Humans and Domestic R..."	<1%

LE CIER, LA SEULE VOIE POUR PROMOUVOIR UNE PROSPERITE RECIPROQUE DANS LA REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

Par

KASIMU Djumaini Kass

**Chef de Travaux à l'Université pédagogique Nationale, spécialiste en économie
internationale**

Résumé

Le CIER, un cadre d'intégration économique régionale crée par les délégations de la République démocratique du Congo et du Rwanda aux accords de paix signés le 25 avril 2025 à Washington aux Etats-Unis dans l'objectif d'empêcher le commerce illicite des minerais, l'approvisionnement des groupes armés en armes, munitions et autres moyens qui alimentent les guerres.

Le CIER vise la prospérité et non empêcher le bon fonctionnement des économies, promeut la paix et non les conflits dans la noble intention de bâtir des partenariats bénéfiques pour tous. Travaillant ainsi dans une transparence et synergie avec les organisations économiques régionales (CEAC, CPGL), respectant les normes internationales et cadre juridique de chaque Etat.

L'objectif étant d'attirer les investisseurs en créant un environnement propice aux investissements; l'assainissement du climat des affaires; les initiatives conjointes de lutte contre la fraude, la contrefaçon et la corruption. Attirer de plus en plus les capitaux étrangers reste une priorité pour améliorer les conditions de vie des populations locales de deux pays de la région. La création d'emplois pour améliorer le pouvoir d'achat des populations, la modernisation des infrastructures de base et celles transfrontalières pour faciliter la mobilité entre les populations voisines de la région. L'amélioration des infrastructures de communication et de l'information à travers la nouvelle technologie dans un cadre respectueux des lois nationales de deux pays et des normes internationales.

Mots clés : Accord de paix, Intégration économique régionale, prospérité réciproque, région des Grands Lacs africains.

Abstract

The CIER, a regional economic integration framework created by the delegations of the Democratic Republic of Congo and Rwanda to the peace agreements signed on April 25, 2025 in Washington, United States, with the aim of preventing the illicit trade in minerals, the supply of arms, munitions and finances to armed groups that fuel wars.

The CIER aims for prosperity and not to prevent the proper functioning of economies, advocates peace and not conflicts with the noble intention of building partnerships beneficial to all, working in transparency and synergy with regional economic organizations (CEAC, CPGL) while respecting international standards and the legal framework of each State.

The objective is to attract investors by creating an environment conducive to investment; improving the business climate; and joint initiatives to combat fraud, counterfeiting, and corruption. Attracting more and more foreign capital remains a priority to improve the living conditions of local populations in two countries in the region, creating jobs to improve the purchasing power of populations, and modernizing basic and cross-border infrastructure to facilitate mobility between neighbouring populations in the region. Improving communication and information infrastructure through new technology within a framework that respects the national laws of both countries and international standards.

Keywords: *Peace Agreement, Regional Economic Integration, Mutual Prosperity, African Great Lakes Region.*

Introduction

« Nous sommes un petit pays, notre doctrine est donc d'aller combattre le feu à son origine. Nous ferons la guerre là où elle a commencé, là où il y a suffisamment d'espace pour faire la guerre » a déclaré Paul KAGAME, le Président rwandais dans un discours en kinyarwanda devant les deux chambres du parlement rwandais le 08 février 2022. Ce discours intervient juste après l'autorisation du Président Félix de permettre l'entrée des troupes ougandaises et burundaises sur le sol congolais en novembre 2021, pour combattre les ADF et les RED-TABARA cantonnés à l'Est du pays.

Suite donc aux atrocités des M23 et après échec de plusieurs tentatives de mettre ces forces hors état de nuire, notamment, la stratégie de proclamer l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, le gouvernement congolais s'appuie sur l'option diplomatique et convainc les USA à entreprendre la médiation dans le conflit qui l'oppose à Kigali.

1. Méthodologie

Il est à noter que les principes directeurs en matière de choix d'une méthode en science sociale soit fonction de l'orientation du travail. La méthode étant une marche rationnelle de l'esprit pour arriver à la connaissance ou à la démonstration d'une vérité¹.

Ainsi, nous avons recouru à la méthode descriptive, celle utilisée pour décrire une situation avec précision. L'analyse descriptive permet de répondre à la question « Que s'est-il passé ? » Dans le cadre de notre recherche nous avons essayé de répondre à la question « Que s'est-il passé à Washington le 25 avril 2025 ? »

2. Etat des lieux

Suite à l'occupation de plusieurs localités des provinces du Nord et Sud-Kivu par les rebelles du M23 et de l'AFC de Corneille NANGA, les autorités de Kinshasa ont décidé d'ouvrir une offensive diplomatique auprès des grandes chancelleries du monde et grandes puissances.

¹ Dictionnaire La Rousse, 2023.

Ainsi, après l'échec de plusieurs accords signés entre Kinshasa et Kigali, les autorités de Kinshasa ont jugé bon que cette-fois-ci pour la matérialisation de ces accords qu'ils soient signés sous la médiation du Président américain Donald TRUMP.

A l'issue de ces accords signés le 25 avril 2025 à Washington, il s'est dégagé un énoncé des principes rendus publics le 1^{er} août 2025 par le département d'Etat américain. Dans ce cadre d'intégration économique ; les participants se sont engagés à soutenir la mise en œuvre de cet accord de paix signé entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et celui du Rwanda par le biais des ministres des affaires étrangères de deux pays pour empêcher le commerce illicite des armes et minerais entre les deux Etats, d'alimenter la violence ou de financer des groupes armés en construisant ainsi un avenir où la coopération transfrontalière renforce la paix et la prospérité pour les deux pays².

2.1. Brève historique des accords signés entre la République démocratique du Congo et le Rwanda

La République démocratique du Congo et le Rwanda, dans un passé proche ont signé trois (3) accords commerciaux dont l'un a porté sur l'exploitation de l'or en vue d'en assurer la traçabilité. C'était en présence de deux chefs de l'Etat. Une entreprise congolaise la société aurifère du Kivu et du Maniema (SAKIMA-SA) et une autre société rwandaise « Dither Ltd » ont paraphrasé un protocole d'accord de coopération pour l'exploitation de l'or afin de priver les groupes armés des revenus issus de cette filière³.

Le deuxième accord portait sur « la promotion et la protection des investissements » et le troisième est une convention en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt et de revenu⁴.

2.2. Contenu de l'énoncé des principes rendus public le 1^{er} août 2025 par le département d'Etat américain

A l'issue des accords signés le 25 avril 2025 à Washington entre la délégation congolaise conduite par Madame Thérèse KAYIKWAMBA Wagner et celle du Rwanda conduite par Monsieur Olivier NDUHUNGIREHE tous ministres des affaires étrangères de deux pays.

² <https://finances-entreprises.com/4925-2/>

³ Jeune Afrique éd. parue le 27 juin 2021.

⁴ Communiqué de la présidence de la République congolaise du 27 juin 2021.

2.2.1. Engagement de deux parties

Les participants se sont engagés à soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix du 27 juin 2025 entre les deux gouvernements avec pour objectifs d'empêcher le commerce illicite, d'alimenter la violence ou de financer des groupes armés en construisant un avenir où la coopération transfrontalière renforce la paix et la prospérité pour les deux pays⁵.

2.2.2. Déclaration des participants

Les participants déclarent dans ledit accord, leur intention de mettre en place un cadre d'intégration économique régionale (CIER) pour créer des opportunités d'investir réciproquement dans tous les pays de la région et dans tous les secteurs avec possibilité de diversifier leurs économies respectives en développant l'exploitation minière, la transformation, l'industrie agroalimentaire, l'énergie, les infrastructures et la gestion commune des ressources transfrontalières (lacs, parcs, forêts, etc.). Les participants ont insisté que toutes ces initiatives doivent être mises en œuvre dans le strict respect de l'intégrité territoriale et la souveraineté de chaque pays.

2.2.3. Engagement prioritaire

L'engagement prioritaire pour chaque Etat reste le combat progressif des activités illicites attachées à l'exploitation, la commercialisation et même la transformation illégale des ressources naturelles qui alimentent les conflits entre les pays de la région. Il est temps de promouvoir la prospérité commune dans la région en présentant une vision partagée des points de vue convergents pour arriver à construire une paix durable en relevant tous les défis.

Une autre priorité est aussi l'énergie; ainsi le développement des barrages hydroélectriques est une priorité car l'industrialisation y dépend comme condition pour attirer les investisseurs internationaux.

Dans le même ordre d'idées, les participants ont réaffirmé le contrôle souverain et total sur l'exploitation, la transformation et la commercialisation des produits miniers qui vont permettre à chaque pays de développer son économie à partir des dividendes tirés des activités exercées dans tous les secteurs ciblés conformément au cadre légal en vigueur et à la politique économique de chaque pays.

⁵ <https://financesentreprises.com>

2.2.4. Au chapitre des chaînes de valeur des minerais

42 Dans le souci d'améliorer la traçabilité des produits naturels, les participants se sont engagés à promouvoir un total contrôle sur l'ensemble des activités menées depuis l'exploration des produits jusqu'à la commercialisation rendant ainsi l'économie régionale forte, fondée sur des normes internationales et qui profite principalement aux populations locales. 16 Dans le souci d'améliorer le niveau de vie des populations locales ; les participants ont décidé de créer un environnement capable d'attirer les capitaux étrangers en installant un meilleur climat des affaires 7 dans tous les pays de la région des Grands Lacs, créant ainsi les opportunités des affaires dans tous les secteurs de la vie, priorité à la modernisation des postes frontaliers, les ports et les aéroports.

2.2.5. Décision des participants

1 Les participants ont décidé de promouvoir un cadre tourné vers l'avenir dans une 1 coopération économique visant à soutenir les activités minières formelles, assurer le développement durable, la gestion responsable des ressources en renforçant les chaînes de valeur régionale, en identifiant et en promouvant les domaines de coopération dans la région dans le but de favoriser l'intégration régionale, 10 la stabilité régionale et le développement économique dans toute la région.

2.2.6. Chapitre énergie

1 Pour développer le secteur énergie, les participants se sont engagés à 1 recourir aux mécanismes multilatéraux de gouvernance de la CPGL.

1 Les participants reconnaissent que le développement de l'énergie est la condition préalable à l'industrialisation, en particulier dans le secteur minier. Ils ont envisagé la création d'un pool énergétique régional qui va augmenter l'accès à l'électricité aux ménages et à 1 l'industrie. Le bouclage financier du projet hydroélectrique de Ruzizi III pour la production de l'électricité et même l'exploitation coordonnée du gaz méthane pour la transmission de 41 l'électricité en coordination avec les pays de la région.

2.2.7. Chapitre infrastructures

1 Les participants ont décidé de coopérer pour développer les infrastructures d'intérêts communs, en particulier les infrastructures transfrontalières, les infrastructures de transport, de logistique et de technologie de l'information et de la communication, les

infrastructures d'entreposage, etc. Le développement du corridor de Lobito pour faciliter une certaine connectivité régionale de coopération mutuelle intravertie⁶.

2.2.8. Chapitre d'approvisionnement en minerais

Les participants ont décidé de travailler en collaboration l'un avec l'autre afin d'assurer un approvisionnement transparent des marchés internationaux en minerais, ainsi que le commerce des minerais ne servira plus à financer les guerres, formaliser l'exploitation minière artisanale, entreprendre des initiatives conjointes pour renforcer la transparence et lutter contre la corruption, créer un secteur minier de classe mondiale en améliorant la traçabilité et les normes professionnelles requises.

Développer les initiatives de développement industriel qui vont apporter la valeur ajoutée aux deux pays et en créant ainsi des conditions maximales qui vont attirer des grandes entreprises d'extraction et de transformation minière à venir s'installer dans les deux pays de la région. Cela s'explique, pour arriver à attirer les grands investisseurs dans le secteur privé, les deux pays doivent moderniser les infrastructures de transport, renforcer la transparence, lutter contre la lourdeur administrative, la corruption en renforçant la bonne gestion des frontières en améliorant également la traçabilité dans le strict respect des normes professionnelles.

2.2.9. Chapitre environnement

Les participants se sont engagés à bien gérer la biodiversité et les écosystèmes conformément aux normes internationales reprises dans la convention de Kyoto de 1997⁷.

Elaborer une stratégie de sécurité transfrontalière pour améliorer la coopération liée à l'insécurité et menaces provenant des miliciens basés dans les parcs grâce aux mécanismes conjoint, créer ainsi une filière touristique transfrontalière en soutenant les opérations touristiques de deux pays.

Pour bien gérer les parcs, les participants ont pris l'engagement de coopérer pour renforcer les activités transfrontalières pour une bonne gestion conjointe des parcs. L'introduction d'un système harmonisé de partage proportionnel des recettes touristiques.

⁶ A. BULAYIMU Wite-Nkate, Les contentieux économiques entre la RDC et les pays voisins, Paris, 2022, éd. L'Harmattan, p. 55.

⁷ COP 21 (Accords de Paris, 2015).

3. Situation actuelle de l'économie dans la région des Grands Lacs

L'économie de toute la région est en ruine, paralysée par des conflits à l'Est de la République démocratique du Congo. Les exportations des minerais dépendent de la demande des importateurs. Les différentes monnaies des pays de la région n'ont pas de la valeur face au dollar et ne font que se déprécier chaque jour. Le manque des infrastructures modernes, l'accès pénible à l'eau et à l'électricité. Carence des initiatives privées; les entreprises étrangères trainent les pas. Les pays de la région en manque des capitaux recourent aux aides et autres prêts qui par conséquent ne répondent pas aux attentes. Raison pour laquelle un chercheur se pose la question « Où sont les investisseurs ? »⁸.

La région des Grands Lacs est une région en manque des capitaux, des infrastructures vétustes, des administrations gangrenées par la corruption. Ainsi, comment envisager une coopération intravertie entre les pays de la région ? On devrait alors penser à créer un programme d'action pour le développement économique et intégration régionale⁹.

Un tel programme aura pour but, la promotion de la coopération et de l'intégration économique à travers l'humanisation et la coordination des politiques nationales et régionales en collaboration des politiques nationales et régionales des communautés économiques régionales dans le seul but d'atteindre la stabilité et la compétitivité en réduisant la pauvreté et les conflits dans la région en dotant ainsi ces organisations régionales d'un pouvoir coercitive de contraindre tout contrevenant à suivre la voie de la paix et du développement.

Développer les infrastructures communes dans les domaines du transport, de l'énergie et de la communication, créer un mécanisme régional de suivi qui devra tenir compte de la position de tous les acteurs régionaux.

4. Pourquoi investir dans la région des Grands Lacs ?

Une région située au cœur de l'Afrique, ses gisements en minerais, sa population (un grand marché au centre de l'Afrique), ses lacs, ses terres arables, ses flores et faunes qui font sa beauté naturelle forment autant d'opportunités d'investissements au sein de la région. Le Congo à lui seul plus de 100 000 millions d'habitants est un grand marché convoité par

⁸ OUSSAMA Toyebi, La politique étrangère de la RDC sous la présidence Tshisekedi : Entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique, cité par B. Sary NGOY. La politique étrangère américaine dans les conflits armés de l'Est de la RDC de G. BUSH à J. BIDEN, éd. Pangolin, 2023, p. 178.

⁹ A. BULAYIMU Wite k, opcit, pp. 50-53.

tout le monde pour écouler toute sorte de produit. Ses gisements poussent le monde à le dénommer un scandale géologique à multiples opportunités d'investissements¹⁰.

Du côté rwandais, l'économie est centrée d'un côté sur la culture vivrière du café (80% des recettes d'exportation), la culture du thé, sorgho, haricot, banane, l'élevage sont autant d'opportunités pour investir au Rwanda. Sa position géographique : au centre du continent avec ses plus ou moins 14 millions d'habitants¹¹, le Rwanda est situé à côté d'un grand marché qu'est la République démocratique du Congo dont sa partie orientale bien que meurtrie par les guerres, cette partie voisine au Rwanda et à l'Ouganda reste la partie la plus peuplée de l'intérieur du pays.

L'économie rwandaise connaît une transformation rapide grâce à une croissance accélérée du secteur des services (technologies de l'information, tourisme, etc.) avec une stabilité politique et sécuritaire remarquables; sa rigueur dans la gestion de la chose publique, son sérieux dans l'administration et même ses ambitions; sa volonté de devenir grand sont autant d'opportunités qu'offre le Rwanda dans le domaine d'investissement sur son sol. Le Rwanda est considéré aujourd'hui comme un modèle de résilience et de développement en Afrique¹².

5. Les risques d'investir dans la région des Grands Lacs

La région a une mauvaise réputation liée aux violations des droits de l'homme (violation des femmes, travail forcé des enfants mineurs, enrôlement forcé dans les rangs des groupes armés). Les risques liés à la chaîne d'approvisionnement des minerais (minerais du sang ou des conflits). Les risques juridiques et réglementaires ; le cadre légal souvent instable, manque d'harmonisation réglementaire entre les pays de la région. Les risques liés à la corruption ; la mauvaise gouvernance provoque la faiblesse des institutions publiques. Les risques sécuritaires et instabilité politique, les conflits armés entre la RDC et le Rwanda, présence des groupes armés à l'Est de la RDC.

Conclusion

Le CIER vise la prospérité et non empêcher le bon fonctionnement des économies, bâtir des partenariats bénéfiques pour les deux pays, travailler dans une

¹⁰ Investir dans la région des Grands Lacs : document sur les opportunités d'investissements (DOI), Vol. I, pp. 14-15.

¹¹ State 2025, rapport doing business, Vol. I.

¹² <https://www.tresor.economie.org>

transparence et synergie avec des organisations économiques régionales tout en respectant les normes internationales et cadre juridique de chaque pays.

2 L'objectif étant d'attirer les investisseurs en créant un environnement propice aux investissements, l'assainissement du climat des affaires, les initiatives conjointes de lutte contre la fraude, la contrefaçon et la corruption.

15 14 L'essentiel reste l'amélioration des conditions de vie des populations locales de deux pays par la promotion des initiatives privées, la création d'emplois; l'amélioration du pouvoir d'achat des populations, la modernisation des infrastructures de base et celles transfrontalières pour faciliter la mobilité des populations entre les deux Etats.

Le CIER permet d'élaborer une stratégie de sécurité transfrontalière, améliorer la coopération liée à l'insécurité et menaces provenant des groupes armés, par la création des mécanismes conjoints entre les deux pays.

Enfin, en perspectives, il est question d'identifier des nouvelles opportunités d'initiatives comme promouvoir la recherche scientifique, créer une filière touristique transfrontalière et d'autres opportunités.

Références

- A. BULAYIMU Wite-Nkate, Les contentieux économiques entre la RDC et mes pays voisins, Paris, 2022, éd. L'Harmattan.
- OUSSAMA Toyebi, la politique étrangère de la RDC sous la présidence Tshisekedi ; Entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique.
- Sary NGOY B, la politique étrangère américaine dans les conflits armés de l'Est de la RDC de G. BUSH à J. BIDEN, éd Pangolin.
- Communiqué de la présidence de la République congolaise du 27 juin 2021.
- COP 21 (Accords de Paris, 2015).
- Dictionnaire La Rousse, 2023.
- <https://financesentreprises.com>
- <https://finances-entreprises.com/4925-2>.
- <https://www.tresor.economie.org>
- Investir dans la région des Grands Lacs : document sur les opportunités d'investissements (DOI), Vol. I.
- Jeune Afrique éd. parue le 27 juin 2021.
- State 2025, rapport doing business, Vol. I.